



Assemblée générale

Distr. limitée
15 décembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 126 n) de l'ordre du jour

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres : coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

**Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie,
Cambodge, Canada, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande,
France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg,
Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République
de Moldova, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie, Thaïlande
et Ukraine : projet de résolution**

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 69/14 du 11 novembre 2014 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques,

Ayant reçu le rapport annuel de 2014 et le projet de rapport pour 2015 de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques sur l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction¹,

1. *Prend note* du rapport annuel de 2014 et du projet de rapport pour 2015 de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, présentés au nom de celle-ci par son directeur général¹;

2. *Prend note avec satisfaction* des travaux menés par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en ce qui concerne l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction²;

¹ Voir A/71/207.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1974, n° 33757.



3. *Note avec satisfaction* que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques entretiennent des liens de coopération, comme en témoignent notamment les travaux du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies, qui a été créé en application de la résolution 2235 (2015) du Conseil de sécurité du 7 août 2015 et dont le mandat a été prorogé par la résolution 2319 (2016) du Conseil du 17 novembre 2016;

4. *Prend acte* de la résolution 2209 (2015) du Conseil de sécurité du 6 mars 2015, par laquelle le Conseil a pris note des premier, deuxième et troisième rapports de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques³ qui a été chargée de faire la lumière sur les allégations d'emploi de produits chimiques toxiques à des fins hostiles en République arabe syrienne;

5. *Accueille avec satisfaction* la décision EC-M-52/Dec.1 du Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en date du 20 juillet 2016, relative à la destruction des armes chimiques restantes en Libye, que le Conseil de sécurité a faite sienne par sa résolution 2298 (2016) du 22 juillet 2016, et se félicite des progrès accomplis dans son application, comme il est indiqué dans le rapport daté du 8 novembre 2016 que le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a présenté au Conseil par l'entremise du Secrétaire général⁴;

6. *Se félicite* que le Conseil exécutif ait constitué, en application de sa décision du 14 juillet 2016, un groupe de travail à composition non limitée chargé de définir les prochaines priorités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, un mécanisme informel chargé de formuler des recommandations globales, cohérentes, axées vers l'avenir et pragmatiques que la Conférence des États parties chargée d'examiner le fonctionnement de la Convention sur les armes chimiques examinera à sa quatrième session extraordinaire, qui se tiendra en 2018;

7. *Accueille avec satisfaction* la Déclaration d'Ypres à l'occasion du centième anniversaire de la première utilisation à grande échelle d'armes chimiques, qui a été adoptée par les États parties à la Convention, à Ypres (Belgique), à l'occasion du centième anniversaire de la première utilisation à grande échelle d'armes chimiques afin d'honorer la mémoire de toutes les victimes de la guerre chimique, ainsi que de renouveler l'engagement collectif visant à débarrasser le monde de ces armes;

8. *Accueille avec satisfaction* les préparatifs engagés par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques pour marquer le vingtième anniversaire de l'Organisation en avril 2017;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-treizième session, au titre de la question intitulée « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres », la question subsidiaire intitulée « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ».

³ Voir S/2015/138.

⁴ Voir S/2016/943.